

28 avril 2023

(23-2967)

Page: 1/2

Original: anglais

**TURQUIE – CERTAINES MESURES CONCERNANT LA PRODUCTION,
L'IMPORTATION ET LA COMMERCIALISATION
DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES**

RAPPORT DE SITUATION PRÉSENTÉ PAR LA TÜRKİYE

La communication ci-après, datée du 25 avril 2023 et adressée par la délégation de la Türkiye au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de cette délégation.

**RAPPORT DE SITUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DES
RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS PAR LA TÜRKİYE**

La Türkiye soumet le présent rapport de situation conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) pour indiquer à l'Organe de règlement des différends (ORD) où en est la mise en œuvre de la décision arbitrale dans l'affaire DS583.

Le 25 juillet 2022, les Arbitres ont rendu leur décision (WT/DS583/ARB25 et WT/DS583/ARB25/Add.1) dans le différend *Türkiye – Certaines mesures concernant la production, l'importation et la commercialisation de produits pharmaceutiques* (DS583). Le même jour, conformément à l'article 25:3 du Mémoire d'accord, la décision a été notifiée à l'ORD, au Conseil du commerce des marchandises, au Comité des subventions et des mesures compensatoires et au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce. Aux termes du paragraphe 15 des Procédures convenues pour l'arbitrage (WT/DS583/10), la décision n'a pas été adoptée par l'ORD.

Par conséquent, le 18 août 2022, la Türkiye a informé l'ORD par écrit (WT/DS583/15) que, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord, elle avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions des Arbitres et du Groupe spécial dans ce différend d'une manière qui respectait ses obligations dans le cadre de l'OMC, mais qu'elle avait besoin d'un délai raisonnable pour le faire. La Türkiye a répété cette déclaration à la réunion de l'ORD du 29 août 2022.

Le 10 janvier 2023, la Türkiye et l'Union européenne ont informé l'ORD (WT/DS583/17) qu'elles étaient convenues, conformément à l'article 21:3 b) et à l'article 25:4 du Mémoire d'accord que le délai raisonnable imparti à la Türkiye pour la mise en œuvre des recommandations formulées dans la décision des Arbitres arriverait à expiration le 25 avril 2023.

La Türkiye informe l'ORD qu'elle a pris des mesures appropriées pour mettre en œuvre les recommandations et décisions dans ce différend.

Premièrement, l'Office de sécurité sociale a publié au Journal officiel du 25 août 2022 le nouveau Règlement sur le remboursement des médicaments, qui est entré en vigueur le même jour et a remplacé le règlement antérieurement applicable. Le nouveau règlement respecte pleinement les obligations de la Türkiye dans le cadre de l'OMC.

Deuxièmement, le Comité directeur des secteurs de la santé, qui est l'organe chargé de l'élaboration des politiques pour la mesure relative à la localisation, s'est réuni en décembre et a recommandé

que l'Office de sécurité sociale engage le processus de présentation de demandes pour les entreprises pharmaceutiques concernées s'agissant de la réactivation de leurs produits dans le système de remboursement. Par conséquent, la Commission de fixation des prix des services de soins de santé a adopté cette recommandation à sa réunion de janvier 2023.

Conformément à ces décisions et à des fins de transparence, l'Agence turque des médicaments et des dispositifs médicaux a publié le 18 avril 2023 une annonce indiquant qu'il avait été mis un terme au "Projet sur la transition des importations aux produits manufacturés". L'Office de sécurité sociale doit maintenant engager le processus de réactivation des produits pharmaceutiques considérés dans la liste de remboursement.

Troisièmement, l'Office de sécurité sociale a élaboré le nouveau projet de règlement sur les autres modèles de remboursement en tenant compte des recommandations formulées dans ce différend et l'a transmis aux parties prenantes concernées. À l'issue des consultations, le nouveau Règlement sur les autres modèles de remboursement, qui respecte pleinement les obligations de la Türkiye dans le cadre de l'OMC, sera publié au Journal officiel.

Enfin, les autorités compétentes sont aussi actuellement en train d'élaborer des modifications à apporter à la Directive concernant les principes et procédures de travail de la Commission d'évaluation de la priorité pour les médicaments à usage humain.

La Türkiye considère que les actions décrites ci-dessus la mettent en conformité avec la décision arbitrale.

Elle reste disposée à répondre aux questions que l'Union européenne pourrait avoir au sujet de la mise en œuvre concernant ce différend.
